

Inhaltsverzeichnis

26.09.2019 Agefi	Le Conseil national se prononce contre l'initiative de l'UDC	2
------------------	--	---

Politique

Le Conseil national se prononce contre l'initiative de l'UDC

Libre-circulation. Le texte «pour une immigration modérée» a suscité un rejet massif.

Le Conseil national a recommandé hier de rejeter l'initiative de l'UDC «pour une immigration modérée» qui vise à résilier la libre circulation des personnes. Tous les autres partis et le gouvernement ont exprimé leur rejet du texte.

Septante députés, dont la moitié issus des rangs de l'UDC, se sont exprimés lors d'un débat fleuve de plus de 8 heures réparties sur deux séances. Le suspense a pourtant été de courte durée. Face à l'UDC qui redoute une Suisse à dix millions d'habitants, tous les autres partis ont fait bloc pour défendre la libre circulation.

L'initiative populaire exige que la Suisse règle l'immigration de manière autonome. Si le texte était accepté par le peuple, les autorités auraient un an pour négocier la fin de l'accord sur la libre circulation avec Bruxelles. Faute de solution dans ce délai, le Conseil fédéral devrait dénoncer l'accord dans le mois qui suit.

Ce serait un «Brexit suisse», a lancé la ministre de Justice et Police Karin Keller-Sutter. La Suisse s'imposerait un délai de négociation très serré, a-t-elle précisé. De plus contrairement au Brexit, où l'UE doit négocier avec Londres, Bruxelles n'a aucune obligation de renégocier avec la Suisse qui pourrait se retrouver sans accord du jour au lendemain.

«Dumping salarial»

Pour la majorité du National, l'initiative qui signifierait la fin des accords bilatéraux I mettrait en danger des emplois et la protection des salariés. Cela serait «fatal pour notre économie», a prévenu Isabelle Chevalley (PVL/VD). Grâce à la libre circulation, qui est déjà soumise à des conditions, les employeurs peuvent recruter rapidement de la main-d'oeuvre qualifiée dans l'espace européen.

La libre circulation a dynamisé l'économie suisse et c'est un succès pour la protection des travailleurs. Les mesures d'accompagnement, qui permettent de contrôler l'immigration, disparaîtraient si l'initiative était acceptée et les travailleurs étrangers seraient moins protégés. L'initiative de l'UDC va mener au «dumping salarial», a prévenu Samira Marti (PS/BL).

Le Conseil fédéral a réaffirmé son engagement pour le maintien du niveau de salaire actuel, a précisé Karin Keller-Sutter.

Le nombre de personnes arrivant à l'âge de la retraite va d'ailleurs augmenter et la main-d'oeuvre qualifiée diminuer. La Suisse dépendra des travailleurs étrangers qualifiés.

Abandonner la libre circulation aggraverait la pénurie sur le marché du travail.

Libre circulation, obstacles techniques au commerce, marchés publics, agriculture, transports terrestre et aérien, recherche sont liés entre eux par une clause dite guillotine. Sans ces accords, le PIB de la Suisse chuterait de 5 à 7% d'ici à 2035, a averti Valérie Piller Carrard (PS/FR). La Suisse pourrait aussi être exclue de l'accord Schengen, dont la libre circulation est la base et par extension de celui de Dublin, a affirmé la ministre de la Justice. – (ats)